

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 26 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVE/UIOM CDA de La Rochelle

Communauté d'agglomération LA ROCHELLE
16 rue Anita Conti
17180 Périgny

Références : 0007203654/2025/259
Code AIOT : 0007203654

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement UVE/UIOM CDA de La Rochelle implanté rue Chef de Baie 17000 La Rochelle. L'inspection a été annoncée le 16/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à un incendie qui s'est déclaré le 14 mai 2025 vers 23h30.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVE/UIOM CDA de La Rochelle (SETRADONYX)
- UIOM rue Chef de Baie 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007203654
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique de déchets non dangereux de la communauté d'agglomération de La Rochelle a été autorisée en 1987. Elle est équipée de deux fours d'incinération de déchets non dangereux. La chaleur dégagée par la combustion des déchets est valorisée dans l'usine SOLVAY située en face de l'installation et dans un réseau urbain de chaleur.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 24 juin 1987 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 24 juillet 2015, 5 août 2021 et 2 janvier 2025.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 2.5.1 et 2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
2	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 3.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie survenu le 15 mai 2025 au niveau de la fosse de réception des déchets a été rapidement maîtrisé par le personnel sur place et les services d'incendie et de secours. Il n'a pas entraîné d'arrêt technique et l'approvisionnement des déchets sur le site n'a pas été impacté par l'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 2.5.1 et 2.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents
Prescription contrôlée : Art 2.5.1 : Déclaration En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Art 2.5.2 : Rapport d'incident Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les installations impliquées et/ou touchées, • les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, • les effets sur les personnes et l'environnement,

- les mesures préventives, correctives et curatives prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- les délais de mise en œuvre des solutions proposées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Si des investigations nécessitent un délai supérieur, l'exploitant transmet dans le délai imparti un rapport intermédiaire précisant les éléments en sa possession et les démarches engagées et sollicite à cette fin un nouveau délai.

Constats :

Le SDIS a été informé de l'incident le 14 mai 2025 vers 23h30 par le personnel de quart présent dans l'installation.

L'inspection a été informée par le SDIS le 15 mai à 9h25 puis par la CDA à 12h10.

La fiche incident a été transmise par l'exploitant à l'inspection le 16 mai vers 10h.

Description de l'incident :

Un départ de feu est constaté visuellement par le chef de quart dans la fosse de déchargement des déchets dans la zone où les refus de tri en provenance de Salles-sur-Mer sont stockés.

Les images vidéos internes au site permettent de constater que le départ de feu intervient environ 45 minutes après le déchargement du dernier camion de refus de tri.

Le personnel sur place a déployé le RIA présent sur la plateforme supérieure pour éteindre l'incendie.

À leur arrivée, les pompiers ont déployé une lance supplémentaire pour arroser les déchets concernés depuis le quai de déchargement, répartis dans la fosse grâce au grappin surplombant la zone, pour intervenir plus en profondeur dans le foyer du feu.

Les 2 canons à eau situés aux extrémités de la fosse n'ont pas été utilisés. Le chef de quart aurait mentionné aux services de secours qu'ils étaient hors service.

L'incendie a été maîtrisé au bout de 45 min.

Cet incident n'a entraîné aucune conséquence sur le fonctionnement de l'installation.

L'approvisionnement des déchets sur le site n'est pas impacté par l'incident.

À la demande de l'inspection, l'exploitant présente différentes procédures internes en cas d'incendie, notamment la fiche « consignes générales en cas d'incendie » et la fiche « incendie dans la fosse ».

Il est précisé sur ces fiches que le chef de quart doit alerter les pompiers puis la salle de quart et le directeur de l'usine.

Toutefois l'inspection constate que le numéro de téléphone portable du directeur n'est pas indiqué sur la fiche.

Le RIA présent sur la plateforme à côté du poussoir n'est pas mentionné sur la fiche « incendie dans la fosse » dans les moyens d'intervention disponibles. Il pourra utilement être ajouté sur la fiche.

Le directeur informe l'inspection que le chef de quart ne l'a pas averti de l'incendie.

Il précise également qu'il n'a pas auditionné le chef de quart suite à l'incident car celui-ci était en repos et partait ensuite en congés. L'audition est donc décalée à début juin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>=> L'exploitant fait un retour à l'inspection après débriefing avec le personnel présent le jour de l'incident pour apporter toute nouvelle précision utile sur l'événement, ses causes et les actions correctives à mener.</p> <p>=> L'exploitant doit prévoir une audition avec le personnel présent lors d'un accident ou un incident au plus tôt dès la fin de l'intervention.</p> <p>=> Les fiches procédures doivent être modifiées pour intégrer le numéro de téléphone portable du directeur du site et le personnel doit être sensibilisé sur la chaîne d'alerte à respecter : l'exploitant transmet les fiches procédures mises à jour et le rappel des consignes réalisées auprès des opérateurs</p> <p>=> la fiche de notification d'incident doit être complétée et transmise à l'inspection au fur et à mesure de son évolution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 2 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 3.11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Dispositifs de lutte contre l'incendie</u></p> <p>La défense contre l'incendie sur le site est assurée entre autres par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux poteaux interne (et deux poteaux externe) d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau; • des systèmes de détection mentionnés à l'article 7.5.5.2 de l'arrêté du 24 juillet 2015. ; • un réseau de robinets d'incendie armés (RIA), disposés de manière à couvrir toute zone présentant des risques d'incendie ; • un canon à eau au niveau de la fosse à déchets qui peut être piloté depuis la salle de contrôle et additivé de produit mouillant. Ce canon est alimenté par une pomperie incendie secourue par le groupe électrogène qui permet de fournir un débit de 120 m³/h à une pression de 13 bars ; • des vannes de déluges au niveau des trémies d'alimentation des fours ; • un dispositif d'extinction au niveau de la caisse à huile et des paliers de la turbine du GTA ; • deux bassins de rétention des eaux et écoulements mentionné à l'article 3.11 du présent arrêté ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de déchets et de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement ; • des réserves de produits mouillant et de produits absorbant.
<p>Constats :</p> <p>Un test est réalisé par l'exploitant sur les 2 canons à eau de la fosse ainsi que sur le RIA situé sur la</p>

plateforme supérieure. Le matériel testé fonctionne correctement.

L'exploitant précise qu'un enregistrement vidéo a été réalisé lors de la manipulation du RIA de la plateforme supérieure lors du sinistre. Le visionnage de cette vidéo n'a pas été réalisé le jour de l'inspection.

Si le format du fichier vidéo le permet, l'exploitant le transmet à l'inspection par voie électronique.

La fiche de données de sécurité (rédigée par la société Ansul) du produit mouillant projeté par les deux canons est présentée à l'inspection. La FDS mentionne que le produit « Silv-Ex » est un agent d'extinction incendie. Sa dernière mise à jour date du 25/05/2015, ce qui est trop ancien. La fiche ne mentionne pas la durée de vie du produit. L'exploitant a déclaré que le produit mouillant présent dans l'installation datait de 2014.

Concernant l'alimentation électrique des installations, l'exploitant indique à l'inspection que le matériel de lutte contre l'incendie n'est pas relié à un système électrique autonome en cas d'alimentation électrique classique, ni en alimentation de secours spécifique (par groupe électrogène) en cas de panne du système électrique général.

L'exploitant précise alors que l'assureur recommande un système de secours dédié à la défense incendie ainsi qu'une réserve d'eau supplémentaire de 400 m³ afin de respecter une capacité d'extinction des canons de 10 l/min/m². L'assureur préconise également une concentration en produit mouillant à 0,3 %. Le rapport reprenant les recommandations de l'assurance ainsi que le cahier des charges défini sur ces recommandations seront transmis à l'inspection.

L'agent mouillant est stocké en cuve dans le local dédié à l'alimentation en eau des moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant précise également qu'il est conditionné en bidons de 20 litres avant d'être stocké dans la cuve et que ces bidons sont stockés dans le même local. Le jour de l'inspection, aucun bidon n'est constaté dans le local.

La cuve n'est pas équipée de jauge de contrôle de niveau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant transmet à l'inspection par voie électronique le fichier vidéo montrant l'utilisation du RIA de la plateforme supérieure, si le format du fichier le permet.

=> L'exploitant se rapproche du fournisseur du produit mouillant afin de disposer d'une FDS dont la mise à jour est inférieure à 5 ans et afin de connaître la durée de vie du produit (en général celle-ci est de 10 ans). En cas de dépassement de la durée de vie, l'exploitant indique les actions mises en œuvre (analyses complémentaires, remplacement ...).

=> L'exploitant transmet le rapport de l'assureur ainsi que le cahier des charges élaboré sur la base de ces recommandations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, bien repérés et facilement accessibles.
Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.
L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection interroge l'exploitant sur les tests effectués sur les 2 canons à eau situés à chaque extrémité de la fosse. Les tests sont réalisés en interne et enregistré sur GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur). La consigne interne, non écrite est de réaliser un test tous les 3 mois. Le dernier test réalisé sur le site et enregistré dans la GMAO date du 29/10/2024.
À la date de l'inspection, 2 tests n'ont pas été réalisés : celui du 29/01/25 et celui du 29/04/25.

L'exploitant indique également que le contrôle du matériel de lutte contre l'incendie est réalisé tous les trimestres par l'entreprise TYCO.
L'exploitant présente les rapports du 15/05/25 et du 11/02/25. Les modalités de consultation des rapports (sur un écran d'ordinateur) n'ont pas permis à l'inspection des installations classées de conclure sur le périmètre des installations contrôlées par la société Tyco et le respect des fréquences de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit rédiger une procédure interne concernant le test des 2 canons à eau de la fosse et précisant la fréquence de contrôle. Si l'essai est réalisé sans adjonction du produit mouillant, la fiche devra préciser la manipulation de fermeture et ouverture de la vanne concernée pour éviter toute erreur de manipulation.

=> L'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des rapports d'entretien de TYCO sur les 3 dernières années (depuis janvier 2022 jusqu'au jour de l'inspection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective